

LE 26 MAI ON DONNE UN COUP DE PIED DANS LA FOURMILIÈRE !

L'actualité internationale, l'instabilité gouvernementale et son austérité, la loi régressive de financement de la sécurité sociale et un secteur du sanitaire du social et du médico-social en totale perdition, nous obligent à réagir ou mourir !

UN MONDE INCERTAIN ET DES CHOIX BUDGÉTAIRES AUSTÉRITAIRES

Les priorités des politiques de notre gouvernement et de nos financeurs sont à l'opposé de nos préoccupations quotidiennes. La guerre, les aides faramineuses aux groupes du CAC 40, les économies d'austérité sur le dos des plus démunis, sont préjudiciables à notre secteur, parent pauvre et non rentable de notre société.

UN SECTEUR PRIS EN OTAGE SUR LA QUESTION DE LA RÉMUNÉRATION

L'organisation patronale AXESS refuse, de manière unilatérale, de poursuivre les travaux sur les rémunérations lors des négociations nationales, préférant attendre l'échéance présidentielle de 2027. Un nouveau refus d'obstacle préjudiciable pour les salarié.es du Sanitaire, du Social et du Médico-Social. Échéance inacceptable pour SUD Santé Sociaux qui exige des négociations sur cette thématique au moins sur l'ensemble des conventions collectives existantes.

Comme est inacceptable la précarisation de la Branche Aide à Domicile. Le refus d'agréments salariaux et d'aides ciblées alors que le prix des carburants augmente, met en péril l'accès au chevet des patient.es !

Cette posture et ces procédés ouvrent les portes en grand au privé lucratif et à la marchandisation de notre secteur sur le modèle d'ORPEA, ce que nous refusons catégoriquement.

UNE DÉSHUMANISATION DE NOS MÉTIERS :

Perte de sens, épuisement professionnel, exigences de rentabilité, injonctions contradictoires, bureaucratisation de nos missions, souffrance éthique, isolement professionnel : **Le lien social des professionnel.les de l'accompagnement est remplacé par une interface numérique et un fonctionnement basé sur un management comptable indifférent, violent et autoritaire générateur de maltraitance institutionnelle, dans le but d'obliger notre secteur à rentrer dans un fonctionnement de tarification à l'acte.**

DES DÉRIVES « MANAGÉRIALES » EN FORTE HAUSSE

Depuis 2 ans, et particulièrement depuis le début de cette année, nous constatons un grand nombre de licenciements déguisés et notamment de représentant.es du personnel.

Des attaques de plus en plus violentes de nos droits salariaux et syndicaux et de moins en moins dissimulées.

Nous ne nous laisserons pas intimider par ce genre de manœuvres et notre syndicat répondra dent pour dent.

NOS EXIGENCES :

- Une prise en compte de l'urgence salariale de notre secteur et une revalorisation de celle-ci pour l'ensemble des professionnel.les de l'accompagnement.
- Des moyens financiers à la hauteur d'un accompagnement digne et respectueux.
- Le maintien des emplois, l'embauche et la formation de personnels qualifiés et diplômés.
- L'arrêt de la fermeture d'établissements, de services, de lits et de places.
- L'arrêt de la financiarisation et de la marchandisation du secteur.
- L'arrêt de la réforme SERAFIN-PH.

Parce que l'urgence n'est plus aux querelles énergivores, mais bien à la survie de notre secteur sanitaire, social et médico-social, nous appelons l'ensemble des salarié.es, des agent.es et des acteurs.trices de notre secteur à rejoindre les différentes formes de mobilisations qui se dérouleront sur le territoire.

**Le 26 mai, à l'appel, large, de l'intersyndicale de notre secteur
et des Rencontres Nationales du travail social en lutte,
SUD Santé Sociaux s'inscrit dans ces mobilisations générales
de notre secteur.**

Paris, le 22 avril 2026